

A bas le développement durable ! Vive la décroissance conviviale !

«Il n'y a pas le moindre doute que le développement durable est l'un des concepts les plus nuisibles». **Nicholas Georgescu-Roegen**, (correspondance avec **J. Berry**, 1991) (1).

On appelle oxymore (ou antinomie) une figure de rhétorique consistant à juxtaposer deux mots contradictoires, comme «l'obscur clarté», chère à Victor Hugo, «qui tombe des étoiles...». Ce procédé inventé par les poètes pour exprimer l'inexprimable est de plus en plus utilisé par les technocrates pour faire croire à l'impossible. Ainsi, une guerre propre, une mondialisation à visage humain, une économie solidaire ou saine, etc. Le développement durable est une telle antinomie.

En 1989, déjà, John Pessey de la Banque mondiale recensait 37 acceptions différentes du concept de «sustainable development» (2). Le seul Rapport Brundtland (World commission 1987) en contiendrait six différentes. François Hatem, qui à la même époque en répertoriait 60, propose de classer les théories principales actuellement disponibles sur le développement durable en deux catégories, «écocentrées» et «anthropocentrées», suivant qu'elles se donnent pour objectif essentiel la protection de la vie en général (et donc de tous les êtres vivants, tout au moins de ceux qui ne sont pas encore condamnés) ou le bien-être de l'homme (3).

Développement durable ou comment faire durer le développement

Il y a donc une divergence apparente sur la signification du soutenable/durable. Pour les uns, le développement soutenable/durable, c'est un développement respectueux de l'environnement. L'accent est alors mis sur la préservation des écosystèmes. Le développement signifie dans ce cas, bien-être et qualité de vie satisfaisants, et on ne s'interroge pas trop sur la compatibilité des deux objectifs, développement et environnement. Cette attitude est assez bien représentée chez les militants associatifs et chez les intellectuels humanistes. La prise en compte des grands équilibres écologiques, doit aller jusqu'à la remise en cause de certains aspects de notre modèle économique de croissance, voire même de notre mode de vie. Cela peut entraîner la nécessité d'inventer un autre paradigme de développement (encore un ! mais lequel ? On n'en sait rien). Pour les autres, l'important est que le développement tel qu'il est puisse durer indéfiniment. Cette position est celle des industriels, de la plupart des politiques et de la quasi-totalité des économistes. A Maurice Strong déclarant le 4 avril 1992 : «Notre modèle de développement, qui conduit à la destruction des ressources naturelles, n'est pas viable. Nous devons en changer», font écho les propos de Georges Bush (senior) : «Notre niveau de vie n'est pas négociable» (4). Dans la même veine, à Kyoto, Clinton déclarait sans prendre de gants : «Je ne signerai rien qui puisse nuire à notre économie» (5). Comme on sait, Bush junior a fait mieux...

Le développement soutenable est comme l'enfer, il est pavé de bonnes intentions. Les exemples de compatibilité entre développement et environnement qui lui donnent créance ne manquent pas. Evidemment, la prise en compte de l'environnement n'est pas nécessairement contraire aux intérêts individuels et collectifs des agents économiques. Un directeur de la Shell, Jean-Marie Van Engelshoven, peut déclarer : «Le monde industriel devra savoir répondre aux attentes actuelles s'il veut, de façon responsable, continuer à créer dans le futur de la richesse». Jean-Marie Desmarets, le PDG de Total ne disait pas autre chose avant le naufrage de l'Erika et l'explosion de l'usine d'engrais chimique de Toulouse... (6). Avec un certain sens de l'humour, les dirigeants de BP ont décidé que leur sigle ne devait plus se lire «British Petroleum», mais «Beyond Petroleum» (Au delà ou après le pétrole)... (7)

La concordance des intérêts bien compris peut, en effet, se réaliser en théorie et en pratique. Il se trouve des industriels convaincus de la compatibilité des intérêts de la nature et de l'économie. Le Business Council for Sustainable Development, composé de 50 chefs de grandes entreprises, regroupés autour de Stephan Schmidheiny, conseiller de Maurice Strong, a publié un manifeste présenté à Rio de Janeiro juste avant l'ouverture de la conférence de 92 : Changer de cap, réconcilier le développement de l'entreprise et la protection de l'environnement. «En tant que dirigeants d'entreprise, proclame le manifeste, nous adhérons au concept de développement durable, celui qui permettra de répondre aux besoins de l'humanité sans compromettre les chances des générations futures» (8).

Tel est bien, en effet, le pari du développement durable. Un industriel américain exprime la chose de façon beaucoup plus simple : «Nous voulons que survivent à la fois la couche d'ozone et l'industrie américaine».

Le développement toxique

Il vaut la peine d'y regarder de plus près en revenant aux concepts pour voir si le défi peut encore être relevé. La définition du développement durable telle qu'elle figure dans le rapport Brundtland ne prend en compte que la durabilité. Il s'agit, en effet, d'un «processus de changement par lequel l'exploitation des ressources, l'orientation des investissements, les changements techniques et institutionnels se trouvent en harmonie et renforcent le potentiel actuel et futur des besoins des hommes». Il ne faut pas se leurrer pour autant. Ce n'est pas l'environnement qu'il s'agit de préserver pour les décideurs - certains entrepreneurs écologistes parlent même de «capital soutenable», le comble de l'oxymore ! - mais avant tout le développement (9). Là réside le piège. Le problème avec le développement soutenable n'est pas tant avec le mot soutenable qui est plutôt une belle expression qu'avec le concept de développement qui est carrément un «mot toxique». En effet, le soutenable signifie que l'activité humaine ne doit pas créer un niveau de pollution supérieur à la capacité de régénération de l'environnement. Cela n'est que l'application du principe de responsabilité du philosophe Hans Jonas : «Agis de telle sorte que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur la terre».

Toutefois, la signification historique et pratique du développement, liée au programme de la modernité, est fondamentalement contraire à la durabilité ainsi conçue. On peut définir le développement comme une entreprise visant à transformer les rapports des hommes entre eux et avec la nature en marchandises. Il s'agit d'exploiter, de mettre en valeur, de tirer profit des ressources naturelles et humaines. La main invisible et l'équilibre des intérêts nous garantissent que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possible. Pourquoi se faire du

souci ? La plupart des économistes qu'ils soient libéraux ou marxistes sont en faveur d'une conception qui permette au développement économique de perdurer. Ainsi l'économiste marxiste, Gérard d'Estance de Bernis déclare : «On ne fera pas ici de sémantique, on ne se demandera pas non plus si l'adjectif «durable» (soutenable) apporte quoi que ce soit aux définitions classiques du développement, tenons compte de l'air du temps et parlons comme tout le monde. (...) Bien entendu, durable ne renvoie pas à long, mais à irréversible. En ce sens, quel que soit l'intérêt des expériences passées en revue, le fait est que le processus de développement de pays comme l'Algérie, le Brésil, la Corée du Sud, l'Inde ou le Mexique ne s'est pas avéré «durable»(soutenable) : les contradictions non maîtrisées ont balayé les résultats des efforts accomplis, et conduit à la régression» (10). Effectivement, le développement étant défini par Rostow comme «self-sustaining growth» (croissance auto-soutenable), l'adjonction de l'adjectif durable ou soutenable à développement est inutile et constitue un pléonisme. C'est encore plus flagrant avec la définition de Mesarovic et Pestel (11). Pour eux, c'est la croissance homogène, mécanique et quantitative qui est insoutenable, mais une croissance «organique» définie par l'interaction des éléments sur la totalité est un objectif supportable. Or historiquement, cette définition biologique, est précisément celle du développement ! Les subtilités d'Herman Daly, tentant de définir un développement avec une croissance nulle ne sont tenables, ni en théorie, ni en pratique (12). Comme le note Nicholas Georgescu-Roegen : «Le développement durable ne peut en aucun cas être séparé de la croissance économique.(...) En vérité, qui a jamais pu penser que le développement n'implique pas nécessairement quelque croissance ? » (13).

Finalement, on peut dire qu'en accolant l'adjectif durable au concept de développement, il est clair qu'il ne s'agit pas vraiment de remettre en question le développement réellement existant, celui qui domine la planète depuis deux siècles, tout au plus songe-t-on à lui adjoindre une composante écologique. Il est plus que douteux que cela suffise à résoudre les problèmes.

La croissance zéro ne suffit pas

En fait, les caractères durable ou soutenable renvoient non au développement «réellement existant» mais à la reproduction. La reproduction durable a régné sur la planète en gros jusqu'au 18^e siècle ; il est encore possible de trouver chez les vieillards du tiers-monde des «experts» en reproduction durable. Les artisans et les paysans qui ont conservé une large part de l'héritage des manières ancestrales de faire et de penser vivent le plus souvent en harmonie avec leur environnement ; ce ne sont pas des prédateurs de la nature (14). Au 17^e siècle encore, en édictant ses édits sur les forêts, en réglementant les coupes pour assurer la reconstitution des bois, en plantant des chênes que nous admirons toujours pour fournir des mâts de vaisseaux 300 ans plus tard, Colbert se montre un expert en «sustainability». Ce faisant, ces mesures vont à l'encontre de la logique marchande.

Voilà, dira-t-on, du développement durable ; mais alors, il faut le dire de tous ces paysans qui plantaient de nouveaux oliviers et de nouveaux figuiers dont ils ne verraient jamais les fruits, mais en pensant aux générations suivantes, et cela, sans y être tenu par aucun règlement, tout simplement parce que leurs parents, leurs grands-parents et tous ceux qui les avaient précédés avaient fait de même (15). Désormais, même la reproduction durable n'est plus possible. Il faut toute la foi des économistes orthodoxes pour penser que la science de l'avenir résoudra tous les problèmes et que la substituabilité illimitée de la nature par l'artifice est possible. Peut-on vraiment, comme se le demande Mauro Bonaiuti, obtenir le même nombre de pizzas en diminuant toujours la quantité de farine et en augmentant le nombre de fours ou de cuisiniers ? Et même si on peut espérer capter de nouvelles énergies, serait-il raisonnable de construire des «gratte-ciel sans escaliers ni ascenseurs sur la base de la seule espérance qu'un jour nous triompherons de la loi de la gravité ? » (16). Contrairement à l'écologisme réformiste d'un Hermann Daly ou d'un René Passet, l'état stationnaire lui-même et la croissance zéro ne sont ni possibles, (ni souhaitables...). «Nous pouvons recycler les monnaies métalliques usées, mais non les molécules de cuivre dissipées par l'usage» (17). Ce phénomène que Nicholas Georgescu-Roegen a baptisé la «quatrième loi de la thermodynamique», est peut-être discutable en théorie pure, mais pas du point de vue de l'économie concrète. De l'impossibilité qui s'ensuit d'une croissance illimitée ne résulte pas, selon lui, un programme de croissance nulle, mais celui d'une décroissance nécessaire. «Nous ne pouvons, écrit-il, produire des réfrigérateurs, des automobiles ou des avions à réaction «meilleurs et plus grands» sans produire aussi des déchets «meilleurs et plus grands» (18). Bref, le processus économique est de nature entropique.

«Le monde est fini, note Marie-Dominique Perrot, et le traiter, à travers la sacralisation de la croissance, comme indéfiniment exploitable, c'est le condamner à disparaître; on ne peut en effet à la fois invoquer la croissance illimitée et accélérée pour tous et demander à ce que l'on se soucie des générations futures. L'appel à la croissance et la lutte contre la pauvreté sont littéralement parlant des formules magiques tout autant qu'elles sont des mots d'ordre et des mots de passe (partout). C'est l'idée magique du gâteau dont il suffit d'augmenter la taille pour nourrir tout le monde, et qui rend «innommable» la question de la possible réduction des parts de certains» (19).

Notre surcroissance économique dépasse déjà largement la capacité de charge de la terre. Si tous les citoyens du monde consommaient comme les Américains moyens les limites physiques de la planète seraient largement dépassées (20). Si l'on prend comme indice du «poids» environnemental de notre mode de vie «l'empreinte» écologique de celui-ci en superficie terrestre nécessaire on obtient des résultats insoutenables tant du point de vue de l'équité dans les droits de tirage sur la nature que du point de vue de la capacité de régénération de la biosphère. En prenant en comptes, les besoins de matériaux et d'énergie, ceux nécessaires pour absorber déchets et rejets de la production et de la consommation et en y ajoutant l'impact de l'habitat et des infrastructures nécessaires, les chercheurs travaillant pour le World Wide Fund (WWF) ont calculé que l'espace bioproduitif par tête de l'humanité était de 1,8 hectare. Un citoyen des Etats-Unis consomme en moyenne 9,6 hectares, un Canadien 7,2, un Européen moyen 4,5. On est donc très loin de l'égalité planétaire et plus encore d'un mode de civilisation durable qui nécessiterait de se limiter à 1,4 hectare, en admettant que la population actuelle reste stable (21).

Sortir de l'économicisme

On peut discuter ces chiffres, mais ils sont malheureusement confirmés par un nombre considérable d'indices (qui ont d'ailleurs servi à les établir). Pour survivre ou durer, il est donc urgent d'organiser la décroissance. Quand on est à Rome et que l'on doit se rendre par le train à

Turin, si on s'est embarqué par erreur dans la direction de Naples, il ne suffit pas de ralentir la locomotive, de freiner ou même de stopper, il faut descendre et prendre un autre train dans la direction opposée. Pour sauver la planète et assurer un futur acceptable à nos enfants, il ne faut pas seulement modérer les tendances actuelles, il faut carrément sortir du développement et de l'économicisme comme il faut sortir de l'agriculture productiviste qui en est partie intégrante pour en finir avec les vaches folles et les aberrations transgéniques.

La décroissance devrait être organisée non seulement pour préserver l'environnement mais aussi pour restaurer le minimum de justice sociale sans lequel la planète est condamnée à l'explosion. Survie sociale et survie biologique paraissent ainsi étroitement liées. Les limites du «capital» nature ne posent pas seulement un problème d'équité intergénérationnelle dans le partage des parts disponibles, mais un problème d'équité entre les membres actuellement vivants de l'humanité.

La décroissance ne signifie pas nécessairement un immobilisme conservateur. L'évolution et la croissance lente des sociétés anciennes s'intégraient dans une reproduction élargie bien tempérée, toujours adaptée aux contraintes naturelles. «C'est parce que la société vernaculaire a adapté son mode de vie à son environnement, conclut Edouard Goldsmith, qu'elle est durable, et parce que la société industrielle s'est au contraire efforcée d'adapter son environnement à son mode de vie qu'elle ne peut espérer survivre» (22). Aménager la décroissance signifie, en d'autres termes renoncer à l'imaginaire économique c'est-à-dire à la croyance que plus égale mieux. Le bien et le bonheur peuvent s'accomplir à moindres frais. La plupart des sages considèrent que le bonheur se réalise dans la satisfaction d'un nombre judicieusement limité de besoins. Redécouvrir la vraie richesse dans l'épanouissement de relations sociales conviviales dans un monde sain peut se réaliser avec sérénité dans la frugalité, la sobriété voire une certaine austérité dans la consommation matérielle. «Une personne heureuse, note Hervé Martin, ne consomme pas d'antidépresseurs, ne consulte pas de psychiatres, ne tente pas de se suicider, ne casse pas les vitrines des magasins, n'achète pas à longueur de journées des objets aussi coûteux qu'inutiles, bref, ne participe que très faiblement à l'activité économique de la société» (23). Une décroissance voulue et bien pensée n'impose aucune limitation dans la dépense des sentiments et la production d'une vie festive, voire dionysiaque.

On peut conclure avec Kate Soper : «Ceux qui plaident pour une consommation moins matérialiste sont souvent présentés comme des ascètes puritains qui cherchent à donner une orientation plus spirituelle aux besoins et aux plaisirs. Mais cette vision est à différents égards trompeuse. On pourrait dire que la consommation moderne ne s'intéresse pas suffisamment aux plaisirs de la chair, n'est pas assez concernée par l'expérience sensorielle, est trop obsédée par toute une série de produits qui filtrent les gratifications sensorielles et érotiques et nous en éloignent. Une bonne partie des biens qui sont considérés comme essentiels pour un niveau de vie élevé sont plus anesthésiants que favorables à l'expérience sensuelle, plus avarés que généreux en matière de convivialité, de relations de bon voisinage, de vie non stressée, de silence, d'odeur et de beauté... Une consommation écologique n'impliquerait ni une réduction du niveau de vie, ni une conversion de masse vers l'extra-mondanité, mais bien plutôt une conception différente du niveau de vie lui-même» (24).

Serge Latouche

- (1) Cité par Mauro Bonaiuti. *La teoria bioeconomica. La «nuova economia»* di Nicholas Georgescu Roegen, Carocci, Rome 2001, p. 53.
- (2) J. Pezzey, *Economic analysis of sustainable growth and sustainable development*, World Bank, Environment Department, Working Paper n° 15, 1989.
- (3) Christian Comeliau, *Développement du développement durable, ou blocages conceptuels ?* Tiers-Monde, N° 137, Janvier-mars 1994, pp. 62-63.
- (4) Cité par Jean Marie Harribey, *L'économie économe*, L'harmattan, Paris 1997.
- (5) Carla Ravaioli, «Lettera aperta agli economisti. Crescita e crisi ecologica». *Manifesto libri* 2001, P. 20.
- (6) *Green magazine*, mai 1991. Cet exemple comme les précédents est tiré de Hervé Kempf, *L'économie à l'épreuve de l'écologie*. Hatier, col. enjeux, Paris 1991, pp. 24/25.
- (7) Carla Ravaioli, op.cit. p. 30.
- (8) *Changer de cap*, Dunod, 1992, p. II.
- (9) Carla Ravaioli, op. cit. p. 32.
- (10) Gérard de Bernis, *Développement durable et accumulation*, Tiers-Monde, n° 137, p. 96.
- (11) Mesarovic et Pestel, *Strategie per sopravvivere*, Mondadori, Milano 1974.
- (12) Une augmentation du revenu (au sens hicksien) sans atteinte au capital naturel permettrait d'affirmer qu'une croissance soutenable est une contradiction dans les termes, pas un développement durable. Voir Gianfranco Bologna et alii, «Italia capace di futuro» WWF-EMI, Bologne 2001, pp. 32 et ss.
- (13) NGR 1989 p. 14, cité Bonaiuti, p. 54.
- (14) En dépit de la coquetterie que l'on se donne de contester la sagesse des «bons sauvages», celle-ci se fonde tout simplement sur l'expérience. Les «bons sauvages» qui n'ont pas respecté leur écosystème ont disparu au cours des siècles...
- (15) Cette observation de Castoriadis rejoint la sagesse millénaire évoquée déjà par Ciceron dans le «de senectute». Le modèle du «développement durable» mettant en luvre le principe de responsabilité est donné par un vers cité par Caton : «Il va planter un arbre au profit d'un autre âge». Il le commente ainsi : «De fait, l'agriculteur, si vieux soit-il, à qui l'on demande pour qui il plante, n'hésite pas à répondre : «Pour les dieux immortels, qui veulent que, sans me contenter de recevoir ces biens de mes ancêtres, je les transmette aussi à mes descendants». Ciceron, Caton l'ancien (de la vieillesse), VII-24, *Les belles lettres*, Paris 1996, p. 96.
- (16) Bonaiuti Mauro, *La «nuova economia»* di Nicholas Georgescu-Roegen. ed. Carocci, Roma 2001, pp. 109 et 141.
- (17) Ibidem. p. 140.
- (18) Op. cit. p. 63.
- (19) Marie-Dominique Perrot, *Mondialiser le non sens, L'Age d'homme*, Lausanne, 2001, p. 23.
- (20) On trouvera une bibliographie exhaustive des rapports et livres parus sur le sujet depuis le fameux rapport du Club de Rome, dans

- Andrea Masullo, «Il pianeta di tutti. Vivere nei limiti perchè la terra abbia un futuro». EMI, Bologna, 1998.
- (21) Sous la direction de Gianfranco Bologna, Italia capace di futuro. WWF-EMI, Bologna, 2001, pp. 86-88.
- (22) E. Goldsmith, Le défi du XXIe siècle, Le rocher, 1994, p.330.
- (23) Hervé René Martin, La mondialisation racontée à ceux qui la subissent, Climats, 1999. p. 15.
- (24) Kate Soper, Ecologie, nature et responsabilité. Revue du MAUSS n° 17 premier semestre 2001, p. 85.